

**Comité technique ministériel de l'enseignement supérieur et de la recherche  
(CTMESR)****14 février 2018**

.....

**Déclaration du SNPTES**

Le gouvernement annonce le lancement d'un chantier visant à élaborer un « nouveau contrat social avec les agents publics ». Le SNPTES est, par nature, ouvert à la concertation, mais :

- comment participer sereinement à ces concertations, après avoir subi de violentes attaques contre le pouvoir d'achat (gel de la valeur du point d'indice, hausse de la CSG, augmentation des cotisations pour la pension civile, report du PPCR, instauration d'un jour de carence, etc.) ;
- comment garder un esprit constructif quand le gouvernement provoque délibérément les fonctionnaires en évoquant un plan de départs volontaires, la suppression de certaines instances de dialogue social et la réduction des attributions de celles qui seront maintenues ;
- comment cautionner la posture idéologique du gouvernement qui considère la fonction publique comme une simple dépense qu'il faut réduire, notamment en supprimant des postes, sans se soucier de la dégradation des conditions de travail des personnels et du service rendu aux usagers.

Contrairement au gouvernement, le SNPTES considère que certains sujets sont tabous et que certaines dispositions ne sont en effet pas négociables.

Le SNPTES revendique notamment :

- le statut de fonctionnaire d'État pour tous les personnels qu'il représente. À ce titre, il exige l'abrogation de toutes les mesures dérogatoires prévues par la législation et la titularisation de tous les contractuels sur emplois permanents ;
- la mise en œuvre d'un véritable plan de résorption de l'emploi précaire ;
- le maintien de l'ensemble des instances de dialogue social (CAP, CT, CHSCT...) et de leurs attributions ;
- des créations de postes ;
- une augmentation de la masse salariale des établissements et services.

Sur les autres thèmes, le SNPTES restera extrêmement vigilant et n'hésitera pas à recourir à la grève si le gouvernement tente d'imposer un projet non négociable. Le gouvernement dit vouloir améliorer le dialogue social. Il serait souhaitable d'en faire la démonstration en prenant en compte les revendications des agents publics.

Sur les sujets à l'ordre du jour, le SNPTES aura l'occasion d'intervenir en cours de séance.